

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.057/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 13 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers", a donné le 18 mars 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.057/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 maart 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 45, § 2 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten", heeft op 18 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par la nécessité de procéder, dans les meilleurs délais et conformément à la loi du 2 août 2002, à la rationalisation de la structure de surveillance de secteur financier et à l'optimisation de son efficacité tout en veillant à ne pas en augmenter le coût à charge des différents secteurs visés.

Il convient par ailleurs de souligner que les pouvoirs accordés au Roi par l'article 45 expirent le 30 juin 2003.

La mise en oeuvre rapide de cet arrêté permettra également de respecter les instructions ministérielles ayant prévalu lors de l'installation des organes de gestion de la CBF et de l'OCA, à savoir : veiller à proposer les mesures gouvernementales à même de favoriser l'intégration opérationnelle des services de la CBF et de l'OCA à partir du premier janvier 2004. Dans cette perspective, l'arrêté en projet prévoit, en son article 42, la mise sur pied, dès la publication de l'arrêté au Moniteur belge, d'un comité d'intégration chargé de préparer à très court terme l'intégration des services de l'OCA dans la CBF et l'élargissement des missions de la CBFA, par intégration des missions de l'OCA (les dispositions afférentes à cette intégration et à cet élargissement étant appelées, quant à elles et conformément à l'article 47 de l'arrêté en projet, à entrer en vigueur le premier janvier 2004). Ce comité d'intégration sera composé des membres des comités de direction de la CBF et de l'OCA et arrêtera ses décisions par consensus."

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Compte tenu du très bref délai qui lui est imparti et du nombre d'affaires qui lui sont soumises en urgence, le Conseil d'Etat se limite aux observations qui suivent.

.../...

Formalités préalables

1. L'article 40 du projet d'arrêté examiné règle les modalités de transfert des membres du personnel de l'Office de contrôle des assurances (ci-après, OCA) à la Commission bancaire et financière (ci-après, CBF) qui devient la Commission bancaire, financière et des assurances (ci-après, CBFA).

Ces modalités de transfert n'ont pas été soumises à la négociation syndicale. Or, une telle négociation s'imposait en ce qui concerne les règles relatives au statut administratif, au statut pécuniaire et au régime de pensions, conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a), b) et c), de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ⁽¹⁾.

Le Conseil d'Etat s'est, dès lors, abstenu d'examiner des dispositions relatives aux droits des membres du personnel transféré.

2. Plusieurs dispositions du projet attribuent un pouvoir de proposition à différents ministres (voir par exemple l'article 6, 2^o, du projet, l'article 43, § 2, alinéa 1^{er}, du projet, etc...).

Par ailleurs, le projet concerne essentiellement l'OCA qui est sous la tutelle du Ministre de l'Economie.

⁽¹⁾ Le régime institué par cette loi est applicable aux membres du personnel de l'Office de contrôle des assurances, en vertu de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. L'Office est, en effet, expressément visé à l'annexe I de cet arrêté à laquelle l'article 3, précité, renvoie.

Voir aussi spécialement l'article 3, 9^o, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Cet article considère expressément le régime de transfert des membres du personnel comme réglementation de base ayant trait au statut administratif devant être soumise à la négociation syndicale.

Il s'ensuit que le projet à l'examen doit également être proposé et contresigné par les ministres concernés.

Fondement juridique

1. Selon le préambule du projet d'arrêté, celui-ci trouve son fondement dans les articles 45, § 2 et 148 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (ci-après, la loi du 2 août 2002).

L'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002, précitée, dispose :

"Afin de rationaliser les structures de surveillance du secteur financier et d'en optimiser l'efficacité et sans préjudice des compétences dévolues au Ministre ayant l'Economie dans ses attributions, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

- 1° d'élargir les missions de la CBF en y intégrant tout ou partie des missions visées à l'article 81;
- 2° de régler le transfert à la CBF des membres du personnel de l'OCA qui sont affectés aux missions transférées à la CBF, sans préjudice des droits de ces personnes en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la rémunération et la pension;
- 3° d'opérer le transfert à la CBF des biens, droits et obligations de l'OCA qui sont affectés ou se rapportent aux missions transférées à la CBF;
- 4° de changer la dénomination de la CBF et d'adapter la structure et la composition de ses organes en fonction des missions qui lui sont ainsi transférées.

Les arrêtés pris en vertu de l'alinéa 1^{er} peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur. Ils cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois de leur date d'entrée en vigueur. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur des arrêtés. Les pouvoirs accordés au Roi par le présent paragraphe expirent le 30 juin 2003."

2. En vertu de l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 2 août 2002, précitée, le Roi peut prendre toutes les mesures utiles pour élargir les missions de la CBF en y intégrant tout ou partie des missions visées à l'article 81 de la même loi.

.../...

Cette habilitation paraît formellement limitée aux missions que l'article 81 de la loi du 2 août 2002, précitée, attribue à l'OCA.

Cependant, l'article 45, § 1^{er}, 11^o, en projet (article 3 du projet d'arrêté) attribue à la CBFA la mission "d'assurer le contrôle du respect du titre II, chapitre 1^{er}, section 4, de la loi-programme du 24 décembre 2002, relatif à la pension complémentaire pour indépendants ⁽²⁾". Or, cette mission n'est pas prévue à l'article 81 de la loi du 2 août 2002, précitée. Son attribution à l'OCA résulte en réalité de l'article 58 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Par conséquent, une interprétation littérale de l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, précité, devrait conduire à considérer que le projet d'arrêté excède l'habilitation conférée au Roi, en attribuant à la CBFA la mission d'assurer le contrôle du respect des dispositions relatives aux pensions complémentaires des indépendants figurant sous le titre II, chapitre 1^{er}, section 4, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Néanmoins, cette interprétation doit être rejetée en faveur d'une interprétation téléologique mettant en avant le but poursuivi par la loi du 2 août 2002, précitée, à savoir permettre le transfert de l'ensemble des missions de l'OCA à la CBF qui devient la CBFA. L'article 81 de la loi du 2 août 2002, précitée, vise, en effet, l'ensemble des missions attribuées à cette époque à l'OCA et il doit être lu en combinaison avec la mission formellement visée à l'article 58 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

En conclusion, l'article 45, § 1^{er}, 11^o, en projet doit être considéré comme n'excédant pas l'habilitation donnée au Roi par l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 2 août 2002, précitée.

3. Le régime du financement des frais de fonctionnement de l'OCA et de la CBF, d'une part, et de la CBFA, d'autre part, tel qu'il est établi par les articles 42, § 1^{er} et 43, § 1^{er}, alinéa 3, du projet d'arrêté, n'est pas clair.

⁽²⁾ Lire loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

L'auteur du projet doit clairement distinguer les règles applicables pendant la période d'intégration des services de l'OCA dans la CBF jusqu'au 1^{er} janvier 2004 ⁽³⁾ et celles qui seront applicables à la CBFA après cette date. Il doit en outre tenir compte des deux éléments suivants :

a) l'article 92 de la loi du 2 août 2002, précitée, fixe les règles applicables à la couverture des frais de fonctionnement de l'OCA. Cependant, l'article 36 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, qui a le même objet, n'a pas été abrogé et a même été complété par l'article 69 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002;

b) dans son avis 33.182/2, donné le 29 avril 2002, sur l'avant-projet de loi "relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers" devenu la loi du 2 août 2002, précitée ⁽⁴⁾, la section de législation du Conseil d'Etat a émis des objections d'inconstitutionnalité à l'égard du mode de financement de la CBF et de l'OCA. Ces objections restent d'actualité en ce qui concerne le mode de financement envisagé par le projet d'arrêté pour la CBFA.

4. En vertu de l'article 45, § 2, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002, précitée, le projet d'arrêté doit être soumis à la confirmation du législateur. Il s'ensuit que les modifications effectuées par le projet d'arrêté qui auront été confirmées auront alors valeur législative et que les dispositions visées ne pourront ensuite être modifiées que par le législateur.

Dans ce contexte, il convient que les articles du projet d'arrêté soient rédigés de manière à bien distinguer les modifications législatives des modifications réglementaires, seules les premières devant être soumises à la confirmation du législateur.

⁽³⁾ Cette date étant éventuellement reportée au 30 juin 2004 conformément à l'article 47, alinéa 1^{er}, du projet d'arrêté.

⁽⁴⁾ Voir Doc. parl., Chambre, session 2001-2002, n° 1842/1, pp. 249-250.

L'article 33 du projet d'arrêté doit être adapté en conséquence, en veillant en outre à identifier clairement les lois et arrêtés concernés par la modification envisagée, de manière à satisfaire aux impératifs de la sécurité juridique.

5. Dans le même souci d'assurer la sécurité juridique, l'auteur du projet est invité à tenir compte spécialement des observations suivantes :

- la date de la loi relative aux pensions complémentaires doit être indiquée à l'article 3 du projet et l'exactitude des références faites par l'article 32 du projet aux articles 3, 68 et 69 de cette même loi doit être vérifiée;
- la modification apportée par l'article 4 du projet à la version française de l'article 46 de la loi du 2 août 2002, précitée, n'est pas claire;
- les renvois visés à l'article 8 du projet (article 54, alinéas 2 et 3 en projet) sont inexacts et doivent être corrigés;
- la rédaction de l'article 13 du projet doit être revue pour assurer la concordance avec la version néerlandaise de l'article 64, alinéa 2 en projet;
- à l'article 17 du projet, il faut préciser que ce qui est abrogé, c'est le chapitre IV comprenant les articles 80 à 116;
- à l'article 31 du projet, il faut viser l'article 42, 12°, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, précitée, au lieu de l'article 42, 20°, de cette même loi.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"... par la nécessité de procéder, dans les meilleurs délais et conformément à la loi du 2 août 2002, à la rationalisation de la structure de surveillance de secteur financier et à l'optimisation de son efficacité tout en veillant à ne pas en augmenter le coût à charge des différents secteurs visés.

Il convient par ailleurs de souligner que les pouvoirs accordés au Roi par l'article 45 expirent le 30 juin 2003.

La mise en oeuvre rapide de cet arrêté permettra également de respecter les instructions ministérielles ayant prévalu lors de l'installation des organes de gestion de la CBF et de l'OCA, à savoir : veiller à proposer les mesures gouvernementales à même de favoriser l'intégration opérationnelle des services de la CBF et de l'OCA à partir du premier janvier 2004. Dans cette perspective, l'arrêté en projet prévoit, en son article 42, la mise sur pied, dès la publication de l'arrêté au Moniteur belge, d'un comité d'intégration chargé de préparer à très court terme l'intégration des services de l'OCA dans la CBF et l'élargissement des missions de la CBFA, par intégration des missions de l'OCA (les dispositions afférentes à cette intégration et à cet élargissement étant appelées, quant à elles et conformément à l'article 47 de l'arrêté en projet, à entrer en vigueur le premier janvier 2004). Ce comité d'intégration sera composé des membres des comités de direction de la CBF et de l'OCA et arrêtera ses décisions par consensus."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, bepaalt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

.../...

Gezien het zeer korte tijdsbestek waarover de Raad van State beschikt en het aantal spoedeisende zaken waaromtrent hij geadieerd is, beperkt de Raad zich tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. In artikel 40 van het voorliggende ontwerpbesluit worden de nadere regels vastgelegd voor de overheveling van de personeelsleden van de Controledienst voor de Verzekeringen (hierna genoemd CDV) naar de Commissie voor het Bank- en Financiewezen (hierna genoemd CBF), die de Commissie voor het Bank, Financie- en Assurantiewezen" wordt (hierna genoemd CBFA).

Over die overhevelingsregels is niet onderhandeld met de vakbonden. Zulke onderhandelingen waren echter vereist voor de regels betreffende het administratief statuut, de bezoldigingsregeling en de pensioenregeling, overeenkomstig artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, a), b) en c), van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ⁽¹⁾.

De Raad van State heeft bijgevolg de bepalingen betreffende de rechten van de overgehevelde personeelsleden niet onderzocht.

⁽¹⁾ De regeling die bij die wet is ingevoerd, is van toepassing op de personeelsleden van de Controledienst voor de Verzekeringen krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. De Controledienst wordt immers uitdrukkelijk genoemd in bijlage I bij dat besluit, waarnaar het genoemde artikel 3 verwijst.

Zie ook meer in het bijzonder artikel 3, 9°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. In dat artikel staat uitdrukkelijk dat de regeling inzake overplaatsing van personeelsleden beschouwd wordt als een grondregeling in verband met het administratief statuut waarover met de vakbonden moet worden onderhandeld.

2. Bij verscheidene bepalingen van het ontwerp wordt aan verschillende ministers een voordrachtsbevoegdheid toegekend (zie bijvoorbeeld artikel 6, 2°, van het ontwerp, artikel 43, § 2, eerste lid, van het ontwerp, enz.).

Bovendien heeft het ontwerp in hoofdzaak betrekking op de CDV, die onder toezicht staat van de Minister van Economie.

Daaruit volgt dat het voorliggende ontwerp ook voorgedragen en ondertekend moet worden door de betrokken ministers.

Rechtsgrond

1. Luidens de aanhef van het ontwerpbesluit vindt dit zijn rechtsgrond in de artikelen 45, § 2, en 148 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (hierna genoemd de wet van 2 augustus 2002).

Artikel 45, § 2, van de genoemde wet van 2 augustus 2002 bepaalt het volgende :

"Teneinde de structuren inzake het toezicht op de financiële sector te rationaliseren en de efficiëntie ervan te verhogen, kan de Koning - onverminderd de bevoegdheden toegewezen aan de voor Economie bevoegde Minister - door middel van een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit, alle nodige maatregelen nemen teneinde :

- 1° het takenpakket van de CBF uit te breiden door daarin de in artikel 81 bedoelde taken geheel of ten dele op te nemen;
- 2° de overdracht aan de CBF te regelen van de CDV-personeelsleden die belast zijn met de naar de CBF overgehevelde taken, zonder op enigerlei wijze afbreuk te doen aan de voor die personen inzake werkzekerheid, bezoldiging en pensioen geldende rechten;
- 3° te voorzien in de overdracht, aan de CBF, van de aan de CDV behorende goederen, alsmede van de voor de CDV geldende rechten en verplichtingen die toegewezen zijn aan of verband houden met de naar de CBF overgehevelde taken;

- 4° de naam van de CBF te wijzigen en de structuur en de samenstelling van de organen ervan, op grond van de haar aldus overgedragen taken aan te passen.

De met toepassing van het eerste lid genomen besluiten kunnen de vigerende wetsebepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen. Ze verliezen alle uitwerking zo ze uiterlijk twaalf maanden na de datum van de inwerkingtreding ervan, niet bij wet worden bekrachtigd. De bekrachtiging heeft terugwerkende kracht tot de datum van inwerkingtreding van de besluiten. De door deze paragraaf aan de Koning verleende bevoegdheden verstrijken op 30 juni 2003."

2. Krachtens artikel 45, § 2, eerste lid, 1°, van de genoemde wet van 2 augustus 2002 kan de Koning alle maatregelen nemen die dienstig zijn om het takenpakket van de CBF uit te breiden door daarin de in artikel 81 van dezelfde wet genoemde taken geheel of ten dele op te nemen.

Die machtiging lijkt uitdrukkelijk beperkt tot de taken die bij artikel 81 van de genoemde wet van 2 augustus 2002 aan de CDV worden toevertrouwd.

Het ontworpen artikel 45, § 1, 11° (artikel 3 van het ontwerpbesluit) vertrouwt de CBFA evenwel de taak toe "het toezicht op de naleving van titel II, hoofdstuk 1, afdeling 4 van de programmawet van 24 december 2002 betreffende de aanvullende pensioenen voor zelfstandigen te verzekeren ⁽²⁾". Die taak staat evenwel niet in artikel 81 van de genoemde wet van 2 augustus 2002. Dat die taak aan de CDV wordt toevertrouwd, is eigenlijk het gevolg van artikel 58 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Wanneer artikel 45, § 2, eerste lid, 1°, letterlijk opgevat wordt, zou er dan ook van uitgegaan moeten worden dat het ontwerpbesluit de aan de Koning verleende machtiging overschrijdt door aan de CBFA de taak toe te vertrouwen om toe te zien op de naleving van de bepalingen betreffende de aanvullende pensioenen voor zelfstandigen, bepalingen die staan in titel II, hoofdstuk 1, afdeling 4, van de programmawet (I) van 24 december 2002.

⁽²⁾ Lees programmawet (I) van 24 december 2002.

Die interpretatie moet echter plaats ruimen voor een teleologische interpretatie, waarbij meer gelet wordt op het doel dat wordt nagestreefd door de genoemde wet van 2 augustus 2002, namelijk de overheveling mogelijk maken van alle taken van de CDV naar de CBF, die de CBFA wordt. Het genoemde artikel 81 van de wet van 2 augustus 2002 heeft immers betrekking op alle opdrachten die destijds aan de CDV zijn toevertrouwd, en moet gelezen worden in samenhang met de uitdrukkelijk genoemde opdracht in artikel 58 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Kortom, het ontworpen artikel 45, § 1, 11°; moet geacht worden de machtiging die bij artikel 45, § 2, eerste lid, 1°, van de genoemde wet van 2 augustus 2002 aan de Koning wordt verleend, niet te overschrijden.

3. De regeling voor de financiering van de werkingskosten van enerzijds de CDV en de CBF en anderzijds de CBFA, zoals ze wordt bepaald bij de artikelen 42, § 1, en 43, § 1, derde lid, van het ontwerp van besluit, is niet duidelijk.

De steller van het ontwerp dient een duidelijk onderscheid te maken tussen de regels die toepasselijk zijn tijdens de periode van integratie van de diensten van de CDV in de CBF, tot 1 januari 2004 ⁽³⁾, en die welke na deze datum van toepassing zijn op de CBFA. Hij dient daarenboven met de beide volgende gegevens rekening te houden :

a) artikel 92 van de voormelde wet van 2 augustus 2002 bepaalt de regels voor de dekking van de werkingskosten van de CDV. Artikel 36 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, dat dezelfde strekking heeft, is evenwel niet opgeheven en is zelfs aangevuld bij artikel 69 van de programmawet (I) van 24 december 2002;

⁽³⁾ Deze datum wordt eventueel vervangen door 30 juni 2004, overeenkomstig artikel 47, eerste lid, van het ontwerp van besluit.

b) in haar advies 33.182/2, gegeven op 29 april 2002, over een voorontwerp van wet "betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten", dat de voornoemde wet van 2 augustus 2002 ⁽⁴⁾ geworden is, heeft de afdeling wetgeving grondwettigheidsbezwaren geuit ten aanzien van de nadere regels voor de financiering van de CBF en de CDV. Deze bezwaren gelden nog altijd wat betreft de wijze van financiering waarin het ontwerp van besluit voor de CBFA voorziet.

4. Krachtens artikel 45, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 2 augustus 2002 dient het ontwerp van besluit bij wet te worden bekrachtigd. Hieruit volgt dat de door het ontwerp van besluit aangebrachte wijzigingen die bekrachtigd zullen zijn, in dat geval de waarde van een wet zullen hebben en dat de betrokken bepalingen daarna alleen door de wetgever zullen kunnen worden gewijzigd.

In dit verband dienen de artikelen van het ontwerp van besluit zo te worden geredigeerd dat wijzigingen van wetbepalingen duidelijk worden onderscheiden van wijzigingen van verordeningsbepalingen, waarbij alleen de eerste ter bekrachtiging aan de wetgever hoeven te worden voorgelegd.

Artikel 33 van het ontwerp van besluit dient bijgevolg te worden aangepast, waarbij er bovendien op moet worden toegezien dat de wetten en besluiten waarop de voorgenomen wijziging betrekking heeft duidelijk worden aangegeven, zodat voldaan wordt aan de vereisten van de rechtszekerheid.

5. Omwille van diezelfde rechtszekerheid wordt de steller van het ontwerp verzocht inzonderheid met de volgende opmerkingen rekening te houden :

- de datum van de wet inzake de aanvullende pensioenen dient te worden aangegeven in artikel 3 van het ontwerp en er dient te worden nagegaan of de verwijzingen in artikel 32 van het ontwerp naar de artikelen 3, 68 en 69 van diezelfde wet juist zijn;

⁽⁴⁾ Zie Gedr. St., Kamer, zitting 2001-2002, nr. 1842/1, blz. 249-250.

- de wijziging die bij artikel 4 van het ontwerp wordt aangebracht in de Franse versie van artikel 46 van de voormelde wet van 2 augustus 2002 is niet duidelijk;
- de in artikel 8 van het ontwerp vermelde verwijzingen (ontworpen artikel 54, tweede en derde lid) zijn onjuist en dienen te worden rechtgezet;
- de redactie van artikel 13 van het ontwerp dient te worden herzien om overeenstemming te bereiken met de Nederlandse versie van het ontworpen artikel 64, tweede lid;
- in artikel 17 van het ontwerp dient te worden aangegeven dat hoofdstuk IV, dat de artikelen 80 tot 116 bevat, wordt opgeheven;
- in artikel 31 van het ontwerp dient te worden verwezen naar artikel 42, 12°, van de voormelde programmawet (I) van 24 december 2002, in plaats van naar artikel 42, 20°, van diezelfde wet.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS